

#RencontresdeL'été2025

AGIR SYNDICALEMENT CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE MARDI 24 JUIN



INTRODUCTION

MURIELLE GUILBERT,
CO-DÉLÉGUÉE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

À Solidaires comme ailleurs, il y a un principe d'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques. En juillet 2024, la CGT et la FSU ont fait le choix d'appeler à voter Nouveau Front populaire, pas Solidaires. Et pour autant, le positionnement de Solidaires n'a pas empêché qu'on participe activement à tous les collectifs, à tout ce qui s'est mis en place sur le territoire et qui visait à avoir une expression de notre positionnement contre l'extrême droite et contre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Une fois cette séquence passée, on a quand même un RN fortement implanté notamment à l'Assemblée nationale, mais aussi partout dans le territoire. À la veille des élections municipales de 2026 et d'un nouveau round sur la question présidentielle en 2027, il nous a semblé urgent de mettre en place ce qu'on a appelé un plan d'action contre l'extrême droite. Dès le Comité national d'octobre 2024, on a mis en place ce plan d'action qu'il faut faire vivre parce qu'on est tous et toutes avec mille choses à faire en tant que syndicaliste et représentant-e syndicale et qu'on est vite bousculé par les urgences, les actualités.

Mais pour nous, cette lutte contre l'extrême droite, c'est une urgence de fond. Et dès le départ, au-delà de mettre en place un plan d'action, on a sollicité l'ensemble des commissions de Solidaires sur cette question, parce que pour nous, c'est aussi une lutte transverse et parce que le RN a

réussi, pour l'instant, à s'implanter dans les idées, que ce soit sur l'écologie, sur le féminisme. Évidemment, sur l'immigration et le nationalisme, on sait que c'est depuis le départ, mais on voit bien que ça s'insère dans la population. Ils essayent d'avoir des positionnements sur l'ensemble des sujets de la société et c'est sur l'ensemble de ces sujets qu'il faut qu'on soit à la fois vigilant-e, réactif-ve et qu'on se donne des outils, collectivement, de pouvoir réagir par rapport à ça. On a notamment, dès juin dernier, fait des quatre pages, des outils pour donner des arguments contre le Rassemblement National et l'Extrême droite par rapport aux questions écologiques, aux questions d'immigration, aux questions sur les femmes (l'ensemble des documents est disponible sur le site de Solidaires). Et vraiment, pour nous, ça reste un sujet transverse à porter.

Dans le plan d'action, on a plusieurs autres items. Tout d'abord, pour nous, un des éléments d'analyse de la montée de l'extrême droite est une forme de désespérance sociale et de colère sociale. Il faut notamment mettre l'accent sur les plans de licenciement qui se multiplient, organiser des soutiens directs, notamment sur des plans de licenciement Valeo, etc. Il faut essayer d'organiser une résistance par rapport à ces plans de licenciement qui se multiplient partout sur le territoire et qui vont continuer. Pour nous, c'est une manière de montrer que oui, on peut lutter contre ces licenciements et qu'on

a des revendications à porter, des valeurs à porter qui sont à l'opposé de l'extrême droite.

Dans l'analyse du vote, on a pointé qu'il y a des zones à la fois rurales, mais aussi périurbaines, dans lesquelles l'implantation du Rassemblement National est vraiment très importante. On fait une corrélation entre cette implantation et la lamination des services publics sur l'ensemble des territoires qui s'est fait dans tous les secteurs, que ce soit dans la santé, l'éducation, les bureaux de poste qui ferment, etc. C'est aussi autant de proximité vis-à-vis de la population. On prive l'ensemble de la population d'avoir un accès à des droits fondamentaux, qui a alors un sentiment d'abandon total et quelque part, un vote réactionnaire par rapport à ça.

On a lancé un travail dans chaque secteur de Solidaires afin d'avoir les remontées de chaque organisation pour nous dire où les attaques contre les services publics sont les plus importantes et pouvoir cibler sur ces attaques et sur ce qui se passe dans l'ensemble du territoire. Les Solidaires locaux vont être un élément très important dans cette lutte contre l'extrême droite parce que c'est par des luttes très concrètes sur le territoire qu'on peut contrer cette avancée de l'idéologie de l'extrême droite. Parce que, si on est actif et visible là où il y a une maternité qui ferme, là où il y a une ligne de SNCF qui ferme : si on est actif et qu'on arrive aussi à faire une convergence entre les collectifs qui sont sur les territoires sur ces

questions-là, on aura la possibilité de parler autrement et de montrer nos revendications et nos alternatives. C'est ça qui est central dans cette lutte.

Enfin, il y a une partie sur l'antiracisme, qui sera développée ensuite. Il faut mettre en place des actions par rapport à ce qui se passe sur une parole décomplexée totalement sur le racisme, que ce soit au travail ou ailleurs dans les médias. Pour nous, mettre en place des outils très concrets d'antiracisme pour les militants et les militantes, c'est quelque chose de fondamental. Et dans ce sens, on a prévu d'avoir un observatoire interne sur les questions de racisme au travail. On a des brochures qui vont être mises à jour. Et puis, il y a un certain nombre d'outils.



**L'EXTRÊME DROITE EST
L'ENNEMI DES PERSONNES
RACISÉES ET ÉTRANGÈRES**

AUDE GRÉMY-DOMINGO, MÈMBRE DE LA COMMISSION ANTIFASCISME DE SOLIDAIRES

Au sein de la commission «Riposter syndicalement contre l'extrême droite», qu'on appelle plus communément Commission Antifa, on mène un travail de fond avec l'ensemble des commissions de Solidaires parce que l'on considère que la lutte contre l'extrême droite, c'est une lutte qui est transversale. Murielle l'a bien dit. La question réactionnaire, la question xénophobe, la question nationaliste, maintenant, se retrouve dans tous les aspects de la société, dans tous les aspects du monde professionnel. On rappelle qu'à Solidaires, on est syndicaliste, donc on est antifasciste, c'est-à-dire qu'on pratique un antifascisme radical, non pas nécessairement un antifascisme de la violence, mais un antifascisme qui va s'attaquer aux causes, aux racines des discours de l'idéologie de l'extrême droite, qu'on va combattre au quotidien, que ce soit à la machine à café, lors de diffusions de tracts quand on en a besoin, mais également pas uniquement au moment des échéances électorales. Et puis, ça va être un antifascisme de terrain, c'est-à-dire que ce qui est important pour nous à Solidaires, c'est que les discussions et les réflexions viennent de la base parce que nous sommes un syndicat qui prône l'autogestion. Et c'est quelque chose d'essentiel que les injonctions à la lutte contre l'extrême droite ne viennent pas «d'en haut» et ne soient pas pyramidales parce que, sinon, elles sont hors sol et elles ne correspondent ni aux attentes de nos collègues ni à la réalité du terrain.

Au sein de la commission Antifa, on a à peu près quatre axes de travail. Le premier est un travail interprofessionnel avec l'ensemble des structures qui sont investies dans cette commission. Pour travailler au sein de la commission antifasciste de Solidaires, vous pouvez être mandaté-e par votre solidaire local, par votre fédération ou le syndicat local de votre fédération. Ce qui enrichit énormément les débats, les discussions et ce qui permet de produire un travail de veille sur le terrain avec un maillage territorial qui est de plus en plus important, même si on a encore quelques trous dans la raquette. C'est-à-dire que, par exemple, telle structure ou bien tel Solidaires local va nous dire : nous, on est confronté à ça. Est-ce que vous, vous l'avez également ? Et ça nous permet de créer des ripostes à plus ou moins long terme. Ça a été le cas, par exemple, sur la note qu'on vient de sortir sur Pierre-Édouard Sterin, que vous avez peut-être eue dans [la note militante](#)). Par exemple, Sterin monte des Nuits du Bien commun sur tout le territoire pour diffuser son grand plan de fascisation des esprits et de la société. Et c'est ce qui permet d'avoir des relais et de parfois avoir des réponses locales. C'est difficile de faire interdire ces manifestations, mais on a quand même des endroits, des espaces où des cadres unitaires se montent pour réagir à ce genre d'initiatives de l'extrême droite.

Un autre axe de travail de la commission Antifa, c'est notre présence dans les cadres unitaires. C'est quelque chose

d'essentiel. On va le voir au niveau de la campagne intersyndicale contre le racisme et l'antisémitisme au travail, mais on va également le voir dans le cadre de VISA (Vigilance, Initiative Syndicale Antifasciste). Vous avez quelques membres présent-es dans la salle. C'est un cadre unitaire très intéressant et il y a des VISA Régionaux qui se créent partout en France. Il y a également un ouvrage très intéressant, en lien avec les éditions Syllepse, sur l'ensemble des fascismes à l'international. Et puis, vous avez aussi tous les autres cadres unitaires qui vont se créer avec des collectifs, que ce soit des collectifs antifascistes, des collectifs antiracistes, des collectifs de lutte avec les sans-papiers, etc. Voir des collectifs plutôt axés sur l'écologie, comme ça a été, par exemple le cas avec les soulèvements de la Terre, qui ensuite se sont quand même vachement intéressés à la question de l'Empire Bolloré et qui ont donné lieu il y a un mois à une manifestation hyper impressionnante, à la fois sur terre et sur mer, en Bretagne Sud.

L'autre axe de travail de la commission Antifa, ça va être de faire de la formation. Il est essentiel pour nous que l'ensemble des adhérents et

des adhérentes de Solidaires, que les équipes puissent être outillées à répondre à des questions très concrètes. On n'a pas de baguette magique sur comment convaincre nos collègues de ne pas voter à l'extrême droite, mais, par contre, on a quand même quelques pistes de réflexion et d'actions syndicales pour lutter contre les discriminations au travail, pour essayer de faire en sorte qu'un manager qui s'affiche clairement d'extrême droite sur ses réseaux sociaux puisse être dénoncé... Il ne sera pas évidemment licencié, mais en tout cas un petit peu placardisé. Ou bien comment est-ce qu'on protège les collègues dans l'éducation nationale et les camarades qui sont en butte aux attaques de l'extrême droite sur l'éducation et la vie affective, relationnelle et sexuelle, qui sont des choses qui sont essentielles ? On se bat pour l'émancipation de tous et toutes, ce qui est quand même le projet de société qu'on porte au sein de Solidaires.

L'autre point qui est très important pour nous, ça va être le travail avec les commissions, comme la commission antiracistes, mais également, par exemple, la commission écologie pour travailler sur la question de l'écofascisme. C'est quelque chose qu'on



**L'EXTRÊME DROITE
EST L'ENNEMI
DES TRAVAILLEUSES
ET TRAVAILLEURS**

retrouve de plus en plus dans le discours de l'extrême droite qui passe parce qu'il va être un petit peu caché, il ne va pas être ouvertement nationaliste. En revanche, il va être très essentialiste, le retour à la Terre, la Terre ne ment pas, etc. Et à partir de là, vont découler toutes les idéologies xénophobes et réactionnaires de l'extrême droite.

Et enfin, le dernier point, ce sont les liens avec l'international. On travaille beaucoup avec les camarades de la Commission internationale et surtout au sein de la Commission antifasciste et au sein de Solidaires, on essaye au maximum de garder des liens avec nos camarades italiens, espagnols, allemands, ukrainiens et autres, mais également argentins, puisque le mois dernier, un camarade, Beto, est venu et a pu échanger avec un certain nombre de structures, dont la Commission antifascisme de Solidaires, ce qui a permis d'avoir des discussions très intéressantes sur ce que c'est que le fascisme. On peut, par exemple, se

demander si Javier Milei, c'est l'extrême droite? Ou est-ce que c'est le fascisme? Et du coup, il faut définir nos priorités et revenir à ce qu'est la lutte contre l'extrême droite. Et pas juste de dire : là, il y a une porosité, du coup, on est déjà dans l'extrême droite. Parce qu'avoir ce discours de dire que Macron, c'est déjà l'extrême droite, c'est un discours qui est dangereux en tant que syndicaliste. Parce que quand on sera au moment des municipales, au moment des présidentielles, ça va être de plus en plus compliqué de tenir notre position, qui est « pas une seule voix pour l'extrême droite ». Et que l'ultralibéralisme porté par Macron et effectivement l'ensemble des cadeaux ou de la porosité qu'il peut y avoir avec des ministres d'extrême droite comme Bruno Retailleau, ça ne doit pas nous faire oublier qu'en fait, l'extrême droite, ça n'est pas non plus ça. Quand on discute avec les camarades hongrois, avec les camarades italiens, avec les camarades argentins,

on voit bien que c'est quelque chose de différent et on voit bien aussi que la question des libertés publiques, la question du droit, n'est pas respectée. À l'heure où on parle, en Hongrie, il y a une camarade, Maja, qui a été arrêtée en Allemagne parce qu'elle est accusée d'avoir participé à une manifestation antifasciste à Budapest il y a deux ans. Cette camarade subit des conditions de détention qui sont inhumaines. C'est une camarade non binaire à qui on refuse de porter des vêtements du genre qu'elle s'est choisie, mais qu'on oblige à porter des talons aiguilles, par exemple, pour se rendre en salle d'audience, parce que, comme ça, ça l'humilie, elle se casse la figure et elle ne peut pas se rattraper parce qu'elle a les mains attachées. Maya fait partie des antifascistes qui se sont dressés contre le jour de la fierté nationale, qui est un rassemblement néonazi soutenu par Orban. Et dans les personnes qui luttent, notamment contre ces rassemblements néonazis,

en Hongrie, en Pologne, en Italie, on retrouve tout un tas de camarades qui sont syndicalistes ou non, en fonction des réalités locales, mais qui ont le même projet de société que nous, c'est-à-dire une société égalitaire où les droits sociaux et les conquises sociales sont respectés. Et ça, c'est quelque chose qu'on doit toujours avoir en tête dans notre lutte au quotidien.

Et ça s'applique au moment de la machine à café, au moment des discussions, quand on a une discussion avec un collègue, un proche ou une amie qui va dire quelque chose, et qui va continuer par « mais ». Ce moment où notre interlocuteur, notre interlocutrice dit « mais », c'est le moment où on remet notre chasuble de syndicaliste et là, on dit que non, ça, ce n'est pas possible. Est-ce que tu es vraiment sûr-e que tu as lu ça quelque part? Parce que si on regarde les chiffres, etc. Tous ces outils, la boîte à outils syndicale, c'est quelque chose d'essentiel pour faire reculer l'extrême droite.

TAYEB KHOUIRA, MEMBRE DU SECRÉTARIAT NATIONAL ET DE LA COMMISSION ANTIRACISMES DE SOLIDAIRES

Pour l'Union syndicale Solidaires, la lutte contre le racisme, c'est aussi une lutte syndicale. À une époque, la question de l'antiracisme était rattachée à la commission Immigration. On a estimé que, finalement, ce n'était pas une bonne idée parce qu'on peut subir du racisme sans être immigré-e. Il a été décidé de créer un groupe de travail qui s'occuperait uniquement des questions liées au racisme. Tout récemment, le groupe de travail est passé en commission, donc on a pérennisé ce combat contre le racisme. Après, quand on parle de racisme, en tant que syndicat, on va avoir cette image-là de comment on discute avec nos collègues. Mais la lutte contre le racisme doit être un combat plus large que dans nos entreprises. Parce que si on est un syndicat de transformation sociale, ça reste un combat qui, comme le féminisme ou d'autres sujets, est difficile à mener, surtout dans cette période actuelle où on a une extrême droite qui n'a jamais été aussi forte que maintenant.

Le discours de l'extrême droite est un discours radical, où on va toujours mettre la responsabilité sur les personnes racisées, sur les migrant-es ou sur les travailleur-euses étranger-ères. On le voit bien, l'argument principal du Front National était « 3 millions de chômeurs égal 3 millions d'immigrés ». Ça, c'était Jean-Marie Le Pen. Et maintenant, le discours est : les immigrés, c'est des fainéants, ils ne veulent plus travailler. Un

jour, on nous dit qu'on prend le travail des Français, un jour qu'on ne veut pas travailler et qu'on est là pour profiter de ce système. L'Union Syndicale Solidaires a participé à la campagne intersyndicale nationale contre le racisme et l'antisémitisme sur le lieu de travail. Je ne vous cache pas que c'est une campagne qui a été assez compliquée à mettre en place, puisqu'il y a des organisations syndicales qui refusent de parler de racisme systémique. Pour eux, le racisme systémique n'existe pas, tout simplement. Donc, il est hors de question de l'aborder. Il y a un truc qui nous a marqué avec Véronique Poulain qui coanime avec moi la Commission antiracismes de Solidaires : lors de la première réunion qu'on avait fait autour de cette campagne, Force Ouvrière vient nous voir pour nous demander pourquoi c'est nous qui sommes à ce groupe de travail, pourquoi ce n'est pas Murielle. Et autour de la table, il n'y avait que des personnes blanches, donc personne de concerné par le sujet de la campagne. Il y a un vrai problème au sein des organisations syndicales pour donner plus de visibilité aux personnes racisées.

Dans l'Union Syndicale Solidaires, on est en train de travailler dessus. Je suis fier de mon syndicat, puisqu'on est deux personnes racisées, Véronique et moi, qui sommes au secrétariat national. Ça doit être une lutte. Je fais toujours référence à la tribune de Murielle sur la fameuse photo où elle était la seule femme sur la photo

pendant le mouvement des retraites. Il y a aussi cet aspect-là à prendre en compte. Ça doit rester quand même une lutte pour transformer la façon de lutter et donner sa place davantage aux personnes concernées dans cette lutte. Comme on est entre nous, en toute honnêteté, lors de mon intégration au secrétariat national, les plus grosses réflexions racistes que j'ai subi, c'est avec des partenaires avec qui on est censé travailler. Comme quoi, il y a encore du travail.



Le racisme, pour le moment, je ne l'ai pas subi vis-à-vis de l'extrême droite, mais vraiment avec des organisations syndicales.

Suite à cette campagne qui nous paraît trop légère, on a décidé de mener une campagne en parallèle via la Commission antiracistes. On est en train de mettre en place un quatre pages qui peut être distribué sur les lieux de travail, public ou privé. On y démontre qu'un homme noir touche 400 € de moins en moyenne qu'un homme blanc. Un Maghrébin aura 31 % de chance en moins d'accéder à un entretien d'embauche. Ça, c'est des choses qu'on met en place. C'est un argumentaire qui peut aussi aider nos militants et militantes sur place. Il va y avoir des affiches et des flyers. On va également mettre en place un quiz en ligne

sur notre site et qui permettra à toutes et à tous de pouvoir juger son degré de connaissance sur ça.

Il faut avoir conscience qu'on a des biais racistes, et ce n'est pas grave, mais il faut se déconstruire. Quand on parle de lutte antiraciste, on va toujours se focaliser sur les travailleur·euses arabes, les travailleur·euses noir·es ainsi de suite, l'antistiganisme, l'antisémitisme et tout ça. Mais actuellement, ceux qui subissent le racisme de plein fouet, c'est les travailleur·euses sans papiers. Comme les camarades de Chronopost, par exemple, où on les fait passer pour des sous-humains. Et les camarades sans-papiers ont un risque en plus par rapport à nous pour se défendre. Dernièrement il y a eu des rafles dans des

quartiers, pendant lesquelles les personnes sans-papiers n'osaient pas sortir et n'ont pas pu aller travailler. Iels n'ont pas les mêmes armes que nous pour se défendre. Les titres de séjour étant de plus en plus courts, et les renouvellements de plus en plus compliqués : on a une fabrique de sans-papiers. Et ça, je pense que les camarades du privé seront vraiment concernés par cet aspect-là. En ce moment, on n'est pas dans un gouvernement d'extrême droite, mais avec un gouvernement libéral, on se retrouve avec des personnes en difficulté. Alors, imaginez-vous avec un gouvernement d'extrême droite.

MARIE VAIRON, MEMBRE DU SECRÉTARIAT NATIONAL ET DES COMMISSION FÉMINISMES ET GENRES & SEXUALITÉS

On l'a vu avec les interventions précédentes, l'extrême droite est un danger pour nos droits à toutes et tous et en particulier pour les droits des femmes et des minorités de genre. Nous avons toutes et tous ici conscience, mais c'est bon de se le rappeler, que l'extrême droite défend le fait d'avoir une société qui soit fondée sur le couple hétérosexuel, de préférence blanc, « français », catholique, et qui fait des enfants, bien évidemment, pour renforcer la nation. On le voit bien parce que partout dans le monde, l'extrême droite s'attaque aux droits des femmes et plus largement aux droits des personnes LGBTQIA+ quand elle est au pouvoir. L'extrême droite a une vision patriarcale et hétéronormée de la société où les femmes sont assignées à la maternité ou au travail domestique, à l'éducation des enfants, quand les hommes, eux, sont assignés au travail salarié, l'autorité du foyer et la force physique. L'extrême droite menace l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, des travailleuses en particulier, et les travailleurs et travailleuses minorisés de genre.

C'est pour ça que nous devons pouvoir construire effectivement des luttes contre ces idées d'extrême droite partout dans la rue, dans la société, mais aussi dans nos boîtes et dans nos administrations, construire ces luttes au prisme du genre. Ça, c'est quelque chose qui est

essentiel pour Solidaires.

Murielle évoquait les attaques contre les services publics, bien évidemment que s'attaquer aux services publics c'est aussi s'attaquer aux droits des femmes. Elle l'évoquait avec l'accès à la santé, notamment, mais aussi aux capacités de pouvoir se rendre sur nos lieux de travail. Je pense que ça aussi, c'est quelque chose qu'on a toutes et tous en tête dans une société capitaliste, patriarcale et hétéronormée. C'est pour ça qu'Annick parlait hier de chausser les lunettes du genre dans la construction de nos luttes et dans la construction de nos revendications syndicales. Je pense que c'est des choses qu'il faut garder en tête pour les actions qu'on doit mener contre les idées d'extrême droite et plus particulièrement sur la défense des droits des femmes et des minorités de genre. Aussi, et on l'abordera dans l'atelier qui concerne la lutte contre l'extrême droite au prisme des droits des femmes, c'est la question des faux féminismes qu'on voit se développer un peu partout au service du racisme.

On voit certains courants d'extrême droite qui aujourd'hui aiment faire croire qu'ils défendent les femmes, mais qui défendent finalement les femmes contre des hommes perçus comme étrangers. Ça, c'est un peu le leitmotiv de ces groupes d'extrême droite qu'on a pu voir fleurir beaucoup sur

les réseaux sociaux, mais aussi, malheureusement, dans nos manifs. Je pense qu'on a toutes en tête les actions de Némésis, notamment, qui porte justement une forme de féminisme d'extrême droite, qui porte des discours qu'il nous appartient de déconstruire au quotidien, encore une fois dans la rue, mais aussi dans nos boîtes et dans nos administrations.

On porte un syndicalisme de transformation sociale. Gérard et Annick nous l'ont largement rappelé et détaillé hier après-midi. Et ce syndicalisme de transformation sociale, il passe bien évidemment par nos luttes contre l'extrême droite et en particulier pour les droits des femmes et des LGBT. Comment on arrive à construire ces luttes ? Encore une fois, en chaussant ces lunettes du genre et de manière transversale. La Commission féminismes de Solidaires essaye de s'y atteler, notamment en produisant un certain nombre de matériel et des contre-argumentaires.

Il y a un [excellent quatre pages](#) que vous devez avoir dans les documents que vous avez pu récupérer hier, qui a été fait l'année dernière et qui permet justement de reprendre les grandes lignes des programmes ou des argumentaires qui sont développés par l'extrême droite pour ce qui concerne les droits des femmes et des minorités de genre. Dans ce contre-argumentaire, vous allez pouvoir justement trouver tout un tas d'éléments dont

vous pourrez vous resservir en complément des ateliers que vous aurez ce matin et en particulier celui sur les droits des femmes. La Commission féminismes de Solidaires s'attelle à essayer de produire du matériel et à avoir cette vision-là, en tout cas dans les matériels aussi, qu'elle peut produire de manière plus générale sur le 8 mars ou le 25 novembre, par exemple. Il faut vraiment qu'on arrive à s'emparer de ces sujets de manière urgente et donc d'enrichir nos réflexions, de construire ces fameux contres argumentaires pour pouvoir débattre avec nos collègues, comme le disait Aude, à la machine à café ou ailleurs, pouvoir répondre aux camarades, aux collègues qui ont glissé ce fameux « mais » qu'on retrouve malheureusement trop souvent.

Et donc construire ces arguments et surtout construire nos luttes contre l'extrême droite, encore une fois, dans la rue, dans nos boîtes, dans nos administrations, c'est lutter contre l'extrême droite et au prisme, effectivement, du droit des femmes et des minorités de genre.



HERVÉ MAZURE, MÉMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VISA

Bonjour, Je m'appelle Hervé, je viens des Landes, mais j'ai la particularité d'être mandaté par mon syndicat d'origine, Solidaires Finances Publiques, au Conseil d'administration de VISA. Je participe à l'association Vigilance, Initiative Syndicale Antifasciste depuis 2003. Le seul aspect sur lequel je voudrais insister, c'est le fait que la formation syndicale contre l'extrême droite faite par Solidaires, avec tous les aspects qui viennent d'être développés, c'est super important, mais sur la question de la lutte spécifique syndicale contre l'extrême droite, il y a la dimension unitaire et intersyndicale. C'est fondamental. Parce que si Solidaires se bat tout seul dans son coin contre l'extrême droite, ça ne sert à rien ou à pas grand-chose. A VISA, il y a également une grosse formation intersyndicale qui dure deux jours. Mais dans

95 % des cas, l'intersyndicale se limite à la CGT, à la FSU et à Solidaires, ce qui est déjà pas mal.

Ça fait quand même une bonne base. C'est là-dessus aussi qu'il faut travailler. Je vous invite à participer en intersyndicale aux formations de VISA, elles sont complémentaires à celles qui sont faites par Solidaires dans tous les domaines. VISA, c'est avant tout une association intersyndicale. Il y a plus de 300 syndicats aujourd'hui quand même. Et c'est l'association qui fournit des outils à destination des syndicats. Pourquoi? Parce que la lutte contre l'extrême droite, c'est compliqué. Elle s'ajoute à tous les boulots qu'on a à faire à longueur de temps. On est donc une petite équipe d'une trentaine de camarades qui fournit des outils.

site : <https://visa-isa.org/>



MURIELLE GUILBERT

Le reste de la matinée va se construire autour d'ateliers. En plus des ateliers déjà présenté lors de ces prises de parole (Les droits des femmes et l'extrême droite, Syndicalisme, antifascisme et oppression de classe, Antiracisme), Julie et Benoît vont animer l'atelier «extrême droite et immigration», Lucie et Elsa vont animer «extrême droite et LGBTQIA+» et Lawryn et Nara animeront l'atelier «extrême droite et international».

JULIE FERRUA

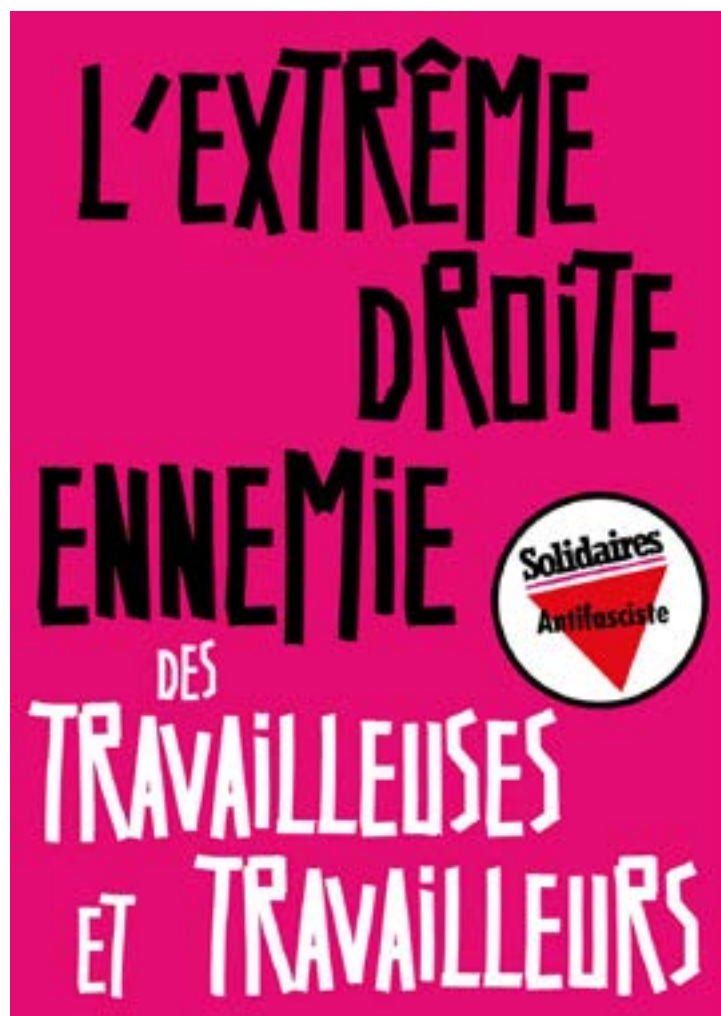
Pour l'extrême droite et immigration, Tayeb a déjà fait une petite présentation sur les liens qu'il y a, sur la façon dont l'extrême droite instrumentalise l'immigration. On en discutera plus à l'atelier qu'on va animer avec Benoît tout à l'heure.

LAWRYN REMAUD

Bonjour à toutes et tous. Lawryn, je suis à la Commission internationale de Sud Éducation et de Solidaires avec Nara. Ce matin, on vous propose d'évoquer l'organisation internationale de l'extrême droite. Donc, on vous propose de détricoter ça et de voir ensemble les mutations d'hier à aujourd'hui de l'international et d'extrême droite, de sa structuration à l'international.

LUCIE LAMBERT

Nous, le focus, ça va être assez proche de ce qu'a pu présenter Marie concernant les femmes, mais avec une spécificité particulière. En tout cas, il y a une attaque singulière contre les LGBT et notamment une transphobie avec des gros backslashes à l'international. L'idée, c'est vraiment de remettre en cause le droit à disposer de son corps et encore plus l'autodétermination. Et quand on commence à parler d'identité de genre, notamment, ou d'orientation sexuelle, ça commence à faire beaucoup pour l'extrême droite, malgré le fait qu'il y ait quelques représentations maintenant au sein de l'extrême droite de personnes gays ou homosexuelles. Mais en fait, c'est des personnes qui ne remettent pas en cause la binarité de notre société, encore moins l'hétéro cishnormativité, malgré leur homosexualité affichée, puisque c'est la plupart du temps, en tout cas en l'occurrence pour la seule personne lesbienne qui a vraiment une grosse visibilité, elle a quand même été mère, elle a été quand même en couple, elle a été mariée. Maintenant, elle a le droit éventuellement à sortir un peu du cadre parce qu'elle a déjà fait son job pour la patrie.



LES DROITS DES FEMMES ET L'EXTRÊME DROITE

Droit à disposer de son corps

→ Atteinte contre le droit à l'IVG :

Une des premières mesures de l'extrême droite au pouvoir est l'atteinte au droit à l'avortement : ils veulent supprimer ce droit, car, dans leur idéologie, les femmes doivent procréer.

Dans certains pays, la droite s'associe à l'extrême droite sur les questions de l'avortement.

Aux États-Unis : fin de l'arrêt Roe vs Wade, qui protégeait le droit à l'IVG depuis 1973.

Marine Le Pen a recadré ses troupes, le vocabulaire employé : «contre l'IVG de confort». Discours confus sur la prise en charge, discours officiel ambigu. Le RN s'est abstenu pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG.

Dans les régions et les départements : coupes d'aide aux planning familiaux comme en ce moment, Privation d'accès, décisions de dons de subventions aux associations qui ont les idéologies de l'extrême droite.

→ Les vêtements : L'extrême droite critique le trop de vêtements ou le trop peu.

→ La question nataliste : le corps des femmes est essentialisé. Même Macron utilise le terme de «réarmement démographique» hétéro-cisnormé. Cela alimente la vision de «la femme».

Droits : natalité/IVG/contraception : est-ce que l'extrême droite peut être une menace à l'IVG ?

■ Il risque d'y avoir moins de subvention, côté prévention et action médicale (planning familial)

■ Les planning familiaux sont financés par qui? Plutôt par les départements. Le RN pourra moins agir contre le planning familial s'il n'a pas le département. Mais il y a beaucoup de restrictions budgétaires aux départements qui devront donc peut-être diminuer leurs aides aux associations. Le planning familial pourrait être dissous.

■ Discours nataliste de la «relève» qui fait menacer l'IVG et la contraception. Ça

a été le cas en Pologne. Le réarmement démographique a été repris par Macron.

■ L'eugénisme

■ Ce n'est pas un droit à l'IVG, mais la liberté de pouvoir qui est notée. Le fait que soit inscrit dans la constitution peut toujours être changé par le biais parlementaire.

■ Même s'il existe une crise de recrutement d'infirmière scolaire, quand les postes sont pourvus, il y a de la prévention, aussi par des associations, le risque serait que la prévention soit supprimée des programmes.

■ Le délai de 12 à 14 semaines, le RN s'y est opposé. Souvent pas présent sur ces questions ou juste quelques un qui votent pour.

■ Rien de noté dans le programme de Bardella sur la question de l'IVG

■ Opposition à la PMA pour toutes (lgbtphobe, mais aussi pour les femmes célibataires)

■ Pour la natalité des blancs et hétérosexuels, mais pas du tout pour les LGBT et les immigrés

■ RN qui modifie son discours selon le public. Ce que n'a pas fait Zemmour. Il a beaucoup moins de femmes qui votent pour lui, car il affiche sa misogynie.

■ Ils font attention aux discours, mais il y a des sorties de route : «femmes aux foyer qui sont mieux à la maison», «préfère que les femmes accouchent des travailleurs français plutôt que les migrants», «Marine prévoyait la suppression du ministère du droit des femmes»

■ Endométriose : LFI a proposé une résolution, le RN avait proposé un texte contraire

■ Opposition à l'égalité salariale, et à la meilleure représentation des femmes dans les entreprises et le domaine public

Vote et genre :

♦ L'Extrême droite cultive l'imaginaire que les viols, c'est les étrangers, dans la rue, la nuit, alors que dans plus de 80% des cas c'est quelqu'un que l'on connaît qui agresse

♦ L'Extrême droite joue sur les peurs des femmes

♦ L'Extrême droite avance comme proposition dans son programme que les personnes (les hommes) étrangères/immigrées qui violeraient seraient expulsées du territoire

♦ La figure féminine est mise en avant par le RN avec Marine et Marion

♦ La figure du gendre idéal est cultivée par le RN avec Bardella : un jeune homme «propre sur lui» qui s'exprime «correctement»

♦ Les plaintes pour viol ou agression sexuelle aboutissent très rarement (pourcentage faible : de l'ordre de 5 %), alors la proposition du RN de condamner de punir ou expulser les auteurs ne pourra pas être mise en œuvre

♦ Et le RN ne pourra pas expulser les Français (car majoritairement les auteurs sont des citoyens de nationalité française). Un fait divers singulier est exploité pour appuyer une proposition du programme RN. Le RN exploite surtout les faits divers où l'auteur de violence est une personne étrangère. L'Extrême droite exploite les faits de violences pour pousser son programme raciste

♦ Ce n'est pas le système patriarcal qui est remis en cause, jamais, c'est l'argument raciste qui prévaut, toujours

♦ L'organisation systémique de la violence est toujours détournée, instrumentalisée pour cibler l'étranger et le musulman en particulier

♦ un européen blanc ivre, auteur d'un accident de la route, son cas ne sera pas exploité, il sera ignoré

♦ Instrumentalisation des chiffres et pourcentages par l'Extrême droite quand elle le peut

♦ L'argument de la vie privée est utilisé pour ne pas agir sur les violences commises sur les femmes par l'entourage

♦ L'idée d'ensauvagement de l'étranger est mise en avant

♦ L'Extrême droite met en avant tous les droits et toutes les libertés des femmes aujourd'hui en France et dit : «mais vous vous rendez-compte de tous vos droits?»

♦ Le gros des sujets féministes étant développé, l'Extrême droite argumente que l'on doit s'attaquer à d'autres sujets...

L'extrême droite et le travail

■ l'extrême droite essentialise les métiers et les formations.

■ Dans les programmes, des promesses sont faites, mais l'extrême droite est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs dès qu'il y a des réformes et des lois. Il faut montrer la différence entre leurs propos et leurs actes.

Pas de remise en cause de la répartition des richesses, discours populiste et politique libéraliste.

L'extrême droite s'entend très bien avec les grands capitalistes.

■ Salaire maternel peut entretenir les inégalités salariales et des pensions de retraite. Il entretient les stéréotypes de genre, le vocabulaire employé n'est pas «salaire domestique».



Cela pose les questions de l'autonomie financière des femmes.

■ Pour l'extrême droite : la femme est l'épouse et la mère. Le discours sous-jacent est une jeunesse qui serait protégée par les femmes qui s'arrêteraient de travailler pour s'occuper des enfants.

■ Il contribue à la casse des services publics, ce qui nuit aux femmes, très présentes dans la Fonction Publique.

Programme de l'Extrême droite sur les femmes

- ♦ Rien pour les législatives : discours et profession de foi
- ♦ Mais instrumentalisation des VSS, politique de natalité
- ♦ Rien sur les inégalités, les problèmes, la santé des femmes. Ni le mot femme ni le mot mère dans le programme
- ♦ Pas de politique globale sur ce qui se passe pour le droit des femmes
- ♦ Il n'y a plus «le salaire domestique»
- ♦ rien dans le programme, car tout va bien!!!! Et donc pas de ministère du droit des femmes

les gouvernements néo-libéraux sous la bannière de la guerre pour contrer l'arrivée de populations musulmanes qui auraient une mauvaise vision de la femme. Être féministe pour défendre la nation.

L'extrême droite s'empare de l'homosexualité dans son discours, acceptation à minima, pour s'opposer à des régimes qui condamnent l'homosexualité.

L'instrumentalisation du féminisme ne change pas leurs idées, qui sont toujours réactionnaires et racistes.

L'extrême droite instrumentalise les féminicides, toutes les violences faites aux femmes et aux enfants pour incriminer les immigrés. Les femmes sont aussi incriminées comme responsables d'être victimes de violences.

L'extrême droite fait une distinction entre un féminisme «pur» modéré et un «néo féminisme» que Solidaires notamment représenterait.

L'extrême droite et les masculinités

Il y a des courants de plus en plus virulents qui ont une vision essentialisée de l'homme : viril,

prédation masculine

– **influenceurs** : haine sur les réseaux sociaux pour véhiculer la peur des vss et des appels aux vss.

Il y a une peur intégrée alors qu'il faudrait au contraire reconquérir les espaces/les rues.

Groupes «Trade wife» : modèle des femmes traditionnelles, forte présence sur les réseaux sociaux qui les rémunèrent pour leur contenu rétrograde.

Les figures de femmes encensées :

– Jeanne d'Arc : vierge et guerrière contre l'envahisseur.

– Vierge Marie : la mère

– Marianne : la nation

Collectifs «féministes» d'Extrême droite :

– Némésis, qui essaye d'entrer dans les manifs, reprennent les codes, se victimisent quand elles se font virer des manifs, leur discours est clairement raciste : les violences sont commises par les étrangers, elle milite pour la préférence nationale. Opposées à l'EVARS dans l'Éducation nationale.

(Rappelle les parents vigilants : homophobie/transphobie)

– Antigones

– Riposte laïque

Il faut essayer de mettre en face des données qui pourraient être crédibles, des revendications qui sembleraient souhaitables et de montrer ce qu'il y a derrière, sur les réels idéologies et objectifs de l'extrême droite.

On peut se créer des collectifs convaincus et diffuser plus largement dans nos structures et à l'extérieur la réalité de ce que vote et fait l'extrême droite. Il faut montrer les volontés politiques guerrières et réactionnaires. Les ressources, on les a et l'important est de discuter pour déconstruire point par point.

Le féminisme n'est pas un truc de meuf!

Conclusion : ce que doit faire le syndicat

Il faut revenir sur les chiffres, les faits!

Il faut sourcer les chiffres (Insee, enquête VIRAGE)

4 pages : l'Extrême droite est et sera toujours l'ennemi des femmes et des minorités de genre est sur le site de Solidaires avec de très bons arguments

Dénonciation de la récupération de thématiques de «gauche» et de nos codes. En termes de communication, mais aussi sur le biais des VSS. Ils ne veulent pas les combattre, mais juste les auteurs étrangers pour s'en débarrasser

Article de mediapart qui reprend point par point les problématiques.

Fact check par beaucoup d'organisations

Redire tout ce qu'on a gagné par les causes féministes, même la constitutionnalisation de l'IVG et tout ce qui nous reste à gagner. Le combat n'est pas terminé. Réaffirmer

«Féminisme» d'Extrême droite, le fémo-nationalisme :

■ Riposte Laïque, les Némésis : des groupes d'Extrême droite qui prônent le fait qu'ils portent les «vraies» valeurs féministes

■ En général ces groupes s'attaquent aux collectifs réellement féministes et attaquent les femmes

■ Leur slogan affirme que les femmes peuvent se réfugier au sein de leurs groupes

■ Ces groupes ou leurs représentant-es ont un accès privilégié aux plateaux télé

■ Ils s'emploient à diviser et donner une image destructrice des féministes

■ Ces groupes sont souvent composés d'hommes «masculinistes»

Mobilisation contemporaine des idées féministes par les partis nationalistes et

sportif, père, combattant, séducteur, patriote.

Le courant masculiniste est un courant antiféministe.

En France, cela commence dans la manif pour tous, contre les fems notamment, et retourne ce mouvement en créant les «hommes».

Courants masculinistes :

– **men on own way** : ils disent s'affranchir des femmes, mais créent des oppressions sur les femmes

– **incel** : ceux qui subissent un célibat forcé/involontaire soi-disant à cause des femmes — ils sont cisgenres hétéro blanc. Certains Incels passent à l'acte : Attentat en 2023 à Toronto, massacre à l'école polytechnique à Montréal.

– **Soral** : apologie du harcèlement sexuel, du viol...

– **Zemmour** : relation qui repose sur la

nos revendications et que rien n'est jamais gagné;

Collage pour dire que tout ce qu'on a vient des féministes

Explosion des femmes en burn out familiale, car on demande trop aux femmes : bien s'occuper des enfants, avoir une carrière, prendre soin de l'ensemble de la famille...

Il faut peut-être mettre un salaire socialisé

Il y a une mauvaise répartition des tâches, il faut combattre le système patriarcal

Il faut être présent-e sur les réseaux sociaux, l'Extrême droite y est très présente : faire des vidéos très courtes

Formation à Solidaires sur les inégalités femmes/hommes, contre les VSS...



SYNDICALISME, ANTIFASCISME ET OPPRESSION DE CLASSE

♦ Introduction

Question posée aux stagiaires :

Quelle riposte antifasciste peut-on apporter en tant que syndiqué-e ?

L'idée de l'atelier, c'est notamment de déconstruire l'image de « l'antifa » : le mascu qui aime la bagarre.

Ce qu'on peut retenir du tour de table

Les idées de l'extrême droite se diffusent dans l'ensemble de la société, et nos secteurs professionnels n'y échappent pas. Le syndicalisme permet d'avoir des outils : le fascisme et le racisme se vivent au quotidien au travail et il faut

être armé pour ne pas être pris au dépourvu. La persécution des collègues et le vote RN en général créent une vraie souffrance à laquelle nous devons répondre. La syndicalisation est un outil pour sortir de la spirale de l'extrême droitisation, encouragée par l'environnement sociétal/médiatique qui fait le jeu de l'extrême droite (ED).

Un camarade de Sud Santé Sociaux évoque le racisme de l'hôpital et du milieu de la santé en général, tant au niveau de l'attitude des collègues que des patient-es parfois. Il y a notamment des collègues sans-papiers qui bossent à l'hôpital, qui restent au statut contractuel et subissent de plein fouet la

pression des cadres sup' de santé.

Une camarade d'ASSO Solidaires explique son choix de travailler dans le milieu associatif pour avoir des collègues qui partagent ses valeurs. Elle se sent à l'aise et en sécurité avec les collègues, mais constate des propos très problématiques tenus par des bénévoles.

Toujours dans le secteur associatif, un camarade évoque la longue lutte contre l'interdiction du port du voile pour les salarié-es/bénévoles de la maison de quartier dans laquelle il travaille. Le conseil d'administration est composé de bourgeois blancs qui ont un rapport problématique avec les

usager-ères du lieu, ils sont là avec des intentions de charité.

Les stratégies menées par Bolloré et Stérin sont évoquées à plusieurs reprises, notamment sous l'angle de la contre-offensive organisée de manière unitaire dans certains départements.

Dans le secteur de la recherche, les libertés académiques sont fortement attaquées, ce qui peut compliquer le combat face aux idées d'extrême droite.

Deux figures caricaturales reviennent quand on parle de l'extrême droite : le raciste assumé ou le « c'est pas de leur faute, ils subissent le libéralisme, c'est du désespoir ». Aucune de ces

visions n'est satisfaisante. Un camarade complètera : en termes de confrontation avec l'ED, on n'apportera pas la même réponse à l'électeur paumé et au militant ED.

Un élu en CSE raconte qu'il n'a pas été témoin de choses dites frontalement, mais qu'il s'inquiète plutôt des attitudes hypocrites qu'il est plus difficile de dénoncer. Les intentions hostiles sont pour autant bien claires, c'est un fonctionnement vicieux. Quelle est la bonne manière de désamorcer la chose ? C'est pathologique pour certaines personnes, mais d'autres « suivent le troupeau ». La DRH tente d'être vertueuse, mais toujours est-il qu'on voit de plus en plus qu'il n'y a pas de filtre, et c'est un vrai problème.

Du côté de Sud Éduc, on note des propos réacs entendus de manière assez étonnante en salle des profs, notamment sur l'EVARS (Éducation à la vie affective relationnelle et à la sexualité). Le camarade évoque la recrudescence des groupuscules d'extrême droite, voire néonazis, qui s'accompagne de dégradations de locaux et d'agressions de militant-es.

Une camarade partage la confrontation vécue sur les lieux de vie avec l'ED, qui occupe par ailleurs l'espace visuel. Solidaires a une grosse place dans la gauche radicale, sinon il n'y a pas grand monde pour s'opposer, d'où la répression étatique. La question se pose : comment on se protège et comment on attaque ?

À Sud Rail Paris Nord, des affiches du GUD avec des photos de camarades sont collées sur le local : ils doivent faire attention quand ils circulent. « Le seul moyen de lutter contre le libéralisme, c'est le RN » « Le communisme, c'est donner à ceux qui foutent rien » : il faut déconstruire ces éléments de langage qui reviennent souvent.

Une camarade de Solidaires finances publiques s'interroge : comment travailler sous un gouvernement d'extrême droite ? Certains collègues ne seraient pas dérangés, quand d'autres parlent de désobéissance. On est fonctionnaire d'État, donc soumis au devoir de réserve, mais on n'hésite pas à sortir de notre neutralité pour dire au contribuable que l'extrême droite raconte n'importe quoi.

Dans certains départements, des syndicats ne veulent pas se

rassembler et la création d'un VISA local est impossible. C'est le cas du Cher où une camarade de Sud Santé Sociaux explique qu'elle est peu confrontée à l'ED dans sa profession, bien que des groupuscules soient bien présents. Beaucoup de gens refusent de militer contre les idées de l'ED malgré les agressions de militant-es.

À Rezé, dans le 44, la récente section de Sud CT est élue dans la collectivité de 1000 agents pour 45 000 habitant-es. Ça part un peu dans tous les sens sur le terrain vis-à-vis de ces problématiques-là.

Un camarade de Sud Rail en région PACA est confronté à la banalisation des idées de l'ED et doit expliquer aux collègues les dangers qu'ils ne voient pas, chez Bardella par ex.

Dans le Médoc, un élu du RN à l'Assemblée nationale a réussi en deux ans à se faire virer pour avoir dit à un député racisé de « rentrer chez lui ». Dans l'enseignement

agricole, les camarades de Sud Rural Territoires font remonter des propos tenus par des élèves.

Du côté de Sud Éduc 69, on constate l'extrême droitisation des collègues, notamment sur le sujet des allocs et des enfants « trop nombreux ». Il y a de plus en plus de syndicats d'extrême droite qui montent : que fait-on ? L'EVARS est critiquée, car, soi-disant ce ne serait pas le travail des enseignant-es. L'ED s'appuie sur le mal être au travail des collègues. Il y a des attaques sur les camarades de Solidaires, notamment sur Lyon avec la forte présence de l'ED. Il y a parfois un décalage entre syndicalistes en ville qui sont de gauche et ceux qui sont en milieu rural en milieu RN. Quelle réponse apporter ?

Une camarade de Solidaires 22 bosse en milieu rural et confirme la diffusion à bas bruit des idées de l'ED, notamment en salle des profs. Les groupuscules peu nombreux, mais très très mobiles dans son département.

Nos forces sont éparpillées en milieu rural, globalement, c'est un espace un peu oublié des luttes.

Il y a une certaine porosité entre le macronisme et l'ED. Une camarade de Sud Culture est choquée que la panthéonisation de Manouchian et sa femme se soit faite en associant Marine Le Pen. Que peut-on faire ?

Pour la commission « riposte syndicale contre l'extrême-droite » de Solidaires, la motivation c'est « Comment, collectivement, public/privé, on déconstruit l'imposture sociale du RN ? ». Des personnes qui nous sollicitent syndicalement peuvent reprendre des éléments de langage de l'ED, on doit être intransigeante sur ce sujet.

**POUR LA DÉMOCRATIE
ET LA JUSTICE SOCIALE**

**FAIRE
FRONT**

Union
syndicale
Solidaires **CONTRE**
L'EXTRÊME
DROITE

Atelier Photolangage

- Mise en place de binôme/trinôme, chaque groupe doit choisir dans le lot préparé par la com antifa une image en lien avec l'extrême droite puis :
- Décrire de manière neutre cette image, sans analyse.
- Analyser l'image.
- Expliquer pourquoi le groupe l'a choisie.

Image n° 1 :



Manif qui a lieu la nuit, il y a du monde, que des hommes. Pancartes sur l'Algérie et l'OAS. Il y a des personnes racisées dans la manif. « Paix immédiate en Algérie ».

Analyse : On sent une logique pacifique et une certaine radicalité.

Pourquoi cette image ? Représente quelque chose qu'on a oublié, manif unitaire, massive, contre la colonisation. Perdu aujourd'hui mais déjà fait historiquement, c'est positif, on devrait s'en inspirer. Comment mobiliser les personnes racisées dans les manifs contre l'ED ?

Image n° 2 :



peuple uni aux couleurs de la France devant un monument historique.

Analyse : 1er mai, rassemblement national. Slogan : la « France fait front » en relation avec ED.

Pourquoi cette image ? Choix à cause des couleurs bleu blanc rouge, comme le peuple uni devant l'assemblée nationale.

Image n° 3 :



femme d'un certain âge, souriante, joue avec son chat mignon, décor naturel de jardin.

Analyse : Marine Le Pen, dirigeante du RN et multi candidate aux élections présidentielles, grande bourgeoise par ailleurs. Normalisation du RN, son sourire fait flipper.

Pourquoi cette image ? Choix de cette image car elle évoque la médiatisation et la dédramatisation du RN, image très douce qui infuse dans l'esprit des gens que le RN est un parti comme un autre. Interview de complaisance de certains médias, qui insiste sur les chats de Marine Le Pen.

Image n° 4 :

4 hommes alignés en T shirt noir cranes rasés devant un homme qui prend la parole sur un piédestal à Paris. Au fond drapeaux français alignés.

Analyse : Rassemblement le 1er mai juste avant la place Vendôme. Symbole Jeanne d'arc qui est repris très souvent par ED. Masculinistes musclés, menaçants, pas très agréable > Sauf que l'image pourrait être agréable, représente ordre/discipline et des gens qui savent ce qu'ils font.

Pourquoi cette image ? Rassemblements ED autorisés alors que rassemblements de gauche interdits, protégés par forces de l'ordre. Dimension mystique/prophète. Il s'agit d'Ayoub (responsable de la mort de Clément Méric).

Image n° 5 :



beau paysage en perspective, masse de personnes qui ressemble presque à une pelouse à perte de vue. Des drapeaux avec des croix gammées. L'image précédente évoque un « zoom » de celle-ci.

Analyse : C'est un moment de rassemblement à la gloire du régime nazi. Petit groupe qui se distingue d'une masse, de la discipline se dégage de cette image. Tout le monde est identique, pas de place à la distinction.

Pourquoi cette image ? On a choisi l'image car le Panthéon est de plus en plus utilisé par l'État pour faire passer ses idées, avec des références à la période des grandes guerres.

Image n° 6 :



Groupe de personnes toutes alignées vêtues en noir, on voit juste leurs yeux avec une banderole avec inscrit « les francaises dans 50 ans ». Signature Nemesis aussi sur la banderole. Fond de la photo avec la tour Eiffel.

Analyse : Nemesis collectif d'ED sur la thématique du grand remplacement. Population qui serait obligée de porter le voile car on serait dans une société islamiste radicale. Collectif très fort en communication.

Pourquoi cette image ? Pollution de la population par la stratégie de victimisation qui marche dans les médias. Quelle posture avoir par rapport au collectif. L'utilisation du féminisme à fin raciste traverse aussi notre camp. Beaucoup d'orgas à gauche qui luttent contre le voile, certaines sont ok avec Israël qui bombarde l'Iran pour libérer les femmes iraniennes...

Image n° 7 :

dans un stade, on voit une foule en front, couleurs blanches et rouges. Slogan « refugees welcome ». 3 personnages en grand, format portrait, deux hommes encadrent une femme. Homme avec une batte de baseball, au milieu femme avec costume traditionnel qui sert une tête de cochon, à droite homme avec marqueurs « prolétaires ».

Analyse : passé vengeur mais revendicatif qui est mis en scène par l'ED. Le RN essaie de se présenter sous un angle « populaire ».

Rassembler les gens autour de valeurs totem tout en excluant d'autres personnes. Usage de l'humour et de la référence pour faire passer des messages, « on va bien accueillir les étrangers, on leur a préparé du cochon ».

Pourquoi cette image ? Pour son côté volontairement cynique et provocateur. Violence entre l'image et la phrase. Image prise en juillet 2024 à Varsovie, tribune d'ultras nazis. Tifo, animation de supporters durant un match, pendant que le gouvernement polonais envoie l'armée dans les forêts pour pourchasser les réfugiés. Cette composition reprend une affiche de la république de Weimar. Plainte au commissariat de l'ONU suite à cet événement.

Image n° 8 :

manifestation en début de cortège avec du monde derrière, hommes devant, derrière des femmes avec des écharpes régionalistes et un code civil. Pancartes manif pour tous. Très importante début 2010.

Analyse : Manif ED de masse contre droits LGBTQIA+ et pour la famille en vision réactionnaire et conservatrice. Il y a un SO devant car manifs violentes. Pas les éléments classiques ED mais reprend couleurs, bonnets phrygiens avec des élus de droite.

Pourquoi cette image ? La photo montre l'union entre droite conservatrice et ED.

Image n° 9 :

photo de com de Nemesis, on y voit plusieurs jeunes femmes, une seule militante à visage découvert. Elles montrent leurs revendications sur des pancartes, assez explicites.

Analyse : Revendications représentatives de l'amalgame « immigré = insécurité », mise en avant de l'identité française. Récupération d'un meurtre avec la stigmatisation des immigrés au passage, l'islam ne serait pas une religion faite pour les femmes.

Choix de l'image ? Dégueulasse, très restrictive/simpliste, les slogans sont faux. Représentative du fléau de l'ED, propagande de la pire espèce.

Atelier de mise en situation

→ Choix d'une mise en situation.

→ 5 minutes pour réfléchir à la réponse à apporter.

→ Restitution en plénière.

En préalable, présentation d'une déclaration commune de 2011 CFDT-CGT-FSU-Solidaires-UNSA. Manquent FO, CGC et CFTC, sans surprise... C'est quand même un signe que dans les VISA locaux il est possible d'associer CFDT et UNSA.

Mise en situation n° 1

« Vous êtes alerté-es qu'un-e militant-e de votre syndicat est présent-e sur une liste RN aux élections cantonales. Que faites-vous syndicalement ? »

On vérifie l'information, on convoque une réunion de Solidaires avec la personne concernée. On en discute, quoi que au final on ne veut pas de ces personnes chez nous... Exclusion, puis communiqué pour expliquer la situation. Mail collectif dans le département pour expliquer la situation et la réaction du syndicat, notamment au niveau des structures de l'UD.

La réaction doit être publique car la liste électorale est publique.

Avertir le SN et la commission antifa.

Potentiellement on peut aussi recourir au protocole d'exclusion en cas de collusion avec l'ED.

Prévenir l'employeur que la personne ne parle plus au nom du syndicat.

Mise en situation n° 2 :

« Vous êtes alerté-es que votre DRH est l'ancien porte-parole d'un groupuscule d'ED connu pour ses violences (sous pseudonyme). L'information provient d'un documentaire sur l'ED. Que faites-vous syndicalement ? »

Vérifier l'info et les sources + voir s'il y a eu condamnation.

Faire dossier écrit > enquête sur groupuscule en question.

Si elle n'est pas déjà au courant, information de la hiérarchie supérieure. Existe-t-il une charte en interne sur ce sujet ? Si la direction sanctionne la personne, informer les salarié-es. Si rien n'est fait, diffusion de l'info/médiatisation, conférence de presse. Possibilité d'appeler à une sanction : faire un dossier sur les discriminations qui ont pu être commises pour aller au licenciement. Information de l'inspection du travail. Mise en lien avec d'autres orgas type VISA.

Si présence au CSE, poser la question à la direction. Proposer la diffusion du documentaire sans avertir de la présence de la personne lors d'une soirée d'info sur l'ED.

Outils juridiques : loi 1972 lutte contre le racisme (loi mémorielle), loi Gayssot, loi Taubira (2001), principe de non discrimination dans le code du travail.



« Si les lions avaient aussi leurs historien·nes, les récits de chasse ne valoriseraient pas tout le temps le chasseur »

Le racisme est une construction sociale et historique qui diffère selon les moments.

Le racisme systémique implique qu'on travaille dans des institutions et structures qui produisent du racisme. D'où l'importance de ne pas se focaliser sur le racisme individuel des personnes mais de travailler sur le racisme institutionnel. Les formations antiracistes de Solidaires s'appuient principalement là-dessus. Un 4 pages sur l'antiracisme est sorti pour mieux combattre le racisme sur nos lieux de travail.

L'islamophobie, le terme « racisé » et le racisme restent un tabou dans certains syndicats, tandis que la parole raciste s'est libérée, avec la montée de l'extrême droite. On voit une banalisation de propos et de comportements, individuels comme institutionnels. Par exemple la rafle de sans-papiers dans les gares et trains en France fin mai et fin juin.

Outils de l'éducation :

Le racisme en France est lié au colonialisme du passé et du présent. Il faut réapprendre l'histoire, déconstruire ce qu'on a appris à l'école qui est située et surtout partisane de la France coloniale, blanche, avec une vision impérialiste et capitaliste. Les formations syndicales sont là pour ça, comme d'autres formes

d'éducation populaire.

Un camarade parle du livre de Sophie Bessis qui explique que le passage de la « civilisation gréco-romaine » à la « civilisation judéo-chrétienne » a été faite en suivant l'agenda politique de l'extrême-droite, notamment pour mettre à distance les musulmans.

Il faut travailler sur l'égo, pour ne pas se privilégier soi et ses proches, puis celui un peu moins proche.

Outils de sanction :

L'Etat de droit interdit le racisme et les discriminations. Aujourd'hui l'Etat de droit n'est plus vraiment respecté mais peut encore être l'un de nos remparts. On peut dire aux personnes que leurs propos sont illégaux, attaquer des personnes ou des instances en justice, faire rappel de la loi pour que certaines personnes ou institutions ne se permettent plus certaines choses, si elles n'entendent pas le côté raisonnable de la chose.

Mais une partie du racisme n'entre pas dans le cadre des sanctions de la loi vu que certaines d'entre elles sont des lois racistes : elles sont discutées comme telles, mais passent avec un autre habit (séparatisme devient principe républicain, contre le voile devient signe ostentatoire).

Il existe des inégalités face à la police, aux contrôles (multiplicités, déplacements plus difficiles), aux administrations, à la justice, etc qui appliquent la loi avec des biais racistes (et autres). Inégalités et différences de vécu à travers le racisme, qui

est un continuum colonial.

Outils syndical :

Dans les institutions, les gens ne vont pas dire « sale noire » ou « sale arabe » mais vont agir autrement (avantages ou désavantages, choix des tâches, etc). De grosses difficultés à prouver le racisme dans ces actes, notamment dans la fonction publique.

Il y a un maintien des structures coloniales dans le travail, avec une immigration pour le travail dans certains secteurs. La représentation des corps a aussi son importance avec l'idée que les corps non-blancs peuvent endurer plus et donc tenir des conditions de travail plus difficiles.

D'où une répartition raciale du travail très marquée, notamment dans certains secteurs (ménage, bâtiment, etc). Il faut se développer dans les secteurs à fort taux de racialisation, qui sont en plus très souvent les secteurs les plus précaires, avec une uberisation du travail, salariat déguisé, temps partiel,... et que les solidaires locaux s'ouvrent et travaillent pour ces personnes et secteurs. Penser dans chaque section à avoir des actions syndicales envers les sous-traitants.

Il y a également un manque de représentativité dans les instances syndicales, secrétaires, porte-parolat,...

Il y a encore des droits qui sont pour toustes, et donc aussi pour les personnes minorisées et sans-papiers, ne pas l'oublier, et continuer de faire respecter ses droits, dans nos institutions aussi.

Outils action/communication :

Il faut créer de la mobilisation collective, appel au Défenseur Des Droits, recours juridiques, aller dans le politique et le médiatique, rendre le racisme minoritaire et honteux.

Comment débusquer les racistes dans nos organisations? En général ce n'est que par flagrant délit. Mais on peut, voire doit, avoir des statuts dans chaque syndicat permettant de virer les personnes concernées.

Il y a un processus de normalisation de certains termes qui sont choquants, ou qui l'étaient jusqu'ici (ex : check point, rafle), on réentend du vocabulaire qu'on ne pensait plus entendre. Sans que les faits, et donc les mots, ne choquent les gens. C'est un signe de fascisation de la société.

Migrant = désigne le moment de la migration normalement, une étape. Maintenant va désigner des personnes ad vitam. Les personnes concernées préfèrent parler d'exil, exilé-es.



EXTRÊME DROITE ET IMMIGRATION

Quand vous pensez immigration, quel mot vous vient en tête ?

« squat, ghettoïsation, maltraitance, combat, galère, partage, solidarité, fantasme, enfant à la rue, indignité, permanences sans papiers. »

Vidéo : Voir le site Solidaires sur l'immigration : <https://vimeo.com/700834391?fl=pl&fe=sh>

Chronologie des lois, circulaires, réformes :

D'une manière générale, les gouvernements de ces dernières années sont allés dans le sens de renforcer la répression. L'idée c'est que, pour l'État, les immigré-es ne doivent pas rester en France.

Depuis la crise des années 1970 et suite à

une circulaire, plus de 80 % des immigré-es deviennent des sans-papiers. C'est l'illustration de l'idée que « l'État fabrique des sans-papiers ».

Malgré ces attaques, il y a toujours de la résistance. Les années 1970-1980 sont le scénario d'un bouillonnement de résistance. Des luttes de travailleurs immigrés s'articulent

à celles des luttes contre les puissances coloniales, aux luttes des femmes. Par exemple, à la SNCF ou à Renault, il y a des luttes pour l'égalité de statut entre des immigré-es algérien-nes et les autres cheminot-es au statut. SUD Rail s'est beaucoup battu là-dessus.

Les années 1980, c'est le scénario de meurtres racistes. Il y a la «marche des beurs», par exemple, et des luttes pour des droits sociaux dans le contexte de l'arrivée de Mitterrand au pouvoir.

Progressivement les cartes de résident qui étaient obtenues pour dix ans, deviennent des cartes de un an ou des cartes très courtes.

Autres dates clés :

- 1986 Loi Pasqua : contrôle renforcé sur les titres de séjour

- 1993 loi Pasqua 2 : Renforcement des peines pour les personnes qui n'ont pas de titre de séjour.

- 1997 loi Debré : durcit à nouveau les lois, quand des personnes de certains pays veulent venir en France, on demande, par exemple, un certificat d'hébergement.

- 1996 Lutte de l'Église Saint Bernard : où on a plus de 300 personnes étrangères sans-papiers qui s'unissent, se mobilisent pour lutter pour avoir le titre de séjour. C'est depuis cette date qu'on parle de sans-papiers, ce qui les visibilise. Or, ces personnes ont des papiers de leur pays, mais pas ceux attendus en France. L'invasion des CRS de l'église mobilise la société civile et notre syndicat y a participé avec l'implication forte de Sud PTT avec l'accueil des personnes expulsées. Dès la création de l'Union syndicale Solidaires, la commission immigration est créée.

Discours de la crise migratoire qui apparaît.

En 2003, sous Sarkozy : on parle d'immigration choisie, avec une immigration économique de chercheurs et scientifiques.

En 2012, petit assouplissement avec la circulaire Valls, avec obtention de carte de séjour en cas de travail avec un titre exceptionnel de séjour de trois ou cinq ans. Cette circulaire reste dans la logique d'immigration choisie, rendue possible par le travail. Avec des conditions de séjour d'au moins de cinq ans en France et huit feuilles de paye avec mise en place de taxes OFII pour les employeurs. On est dans une gestion de stock et de flux.

La loi Darmanin de 2024, raciste et xénophobe, a réaffirmé le contrat d'engagement républicain, facilitation d'expulsions, durcissement des droits à la santé avec difficile accès AME. Création d'une liste des métiers en tensions et Retailleau qui annule la circulaire Valls et qui durcit les conditions pour obtenir un titre de séjour avec obligation de maîtrise de la langue, obligation d'être sur le territoire depuis sept ans, et abaissement des prérogatives des préfets.

On a une prise en compte de l'intégration, notamment par l'économie, par le travail (création d'un titre de séjour de métiers en tensions, janvier 2025). On est sur une philosophie d'exploitation et d'obligation d'intégration (maîtrise de la langue). Il existe un fantasme sur l'immigré barbare, en plus une

idéologie islamophobe.

Entre 2015 et 2018, on prend conscience des parcours migratoires avec les risques de mort lors des fuites des migrant-es. Ce discours se tend et on parle de crise migratoire, les migrant-es sont déshumanisé-es, on ne parle pas d'exil, mais d'une vague migratoire et on invisibilise les mort-es, les risques, les fuites. On parle aussi de submersion.

Travail sur les titres de presse qui énoncent la crise migratoire, seul un article de l'Humanité dénonce le terme de crise migratoire et annonce une crise de la solidarité. (2018).

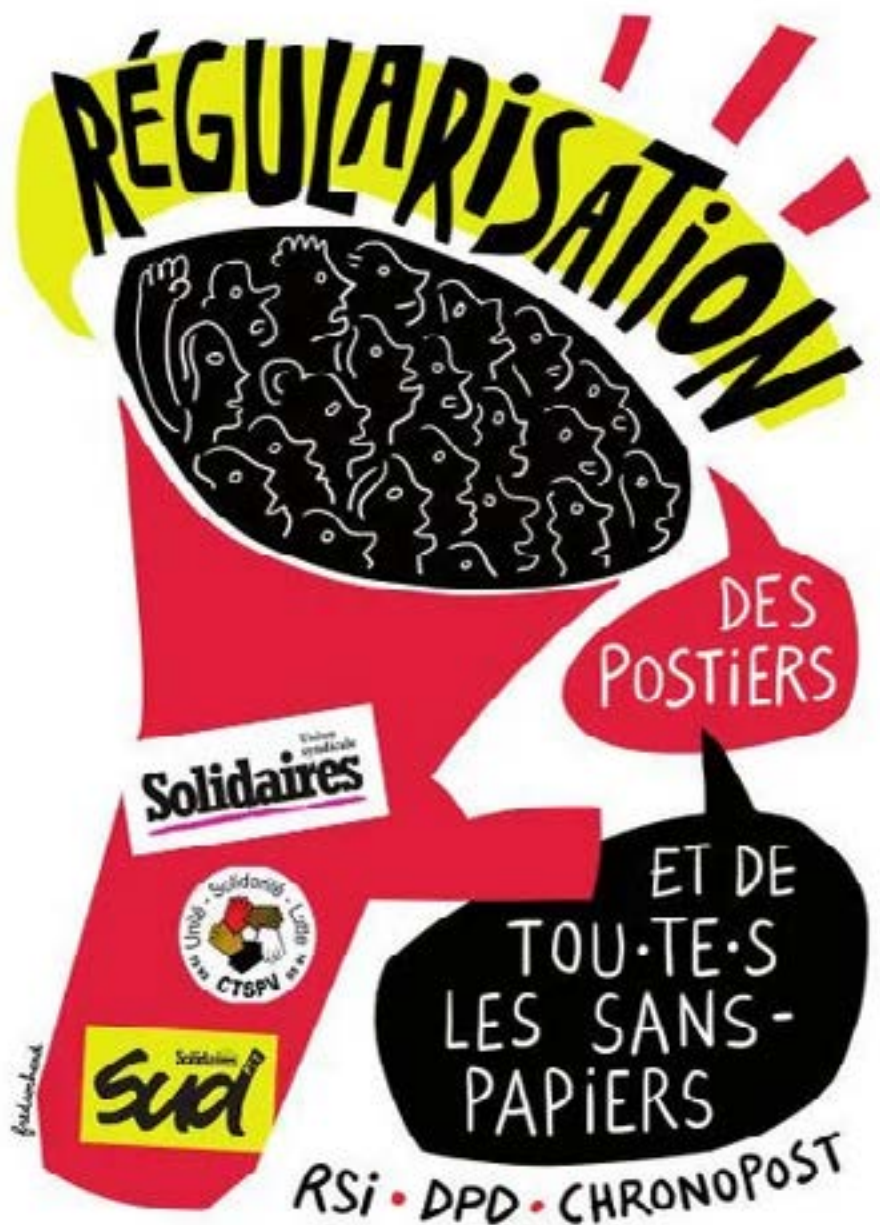
Encore aujourd'hui, on a des discours sur le mérite pour obtenir des droits et une régularisation. C'est encore plus flagrant pour les femmes, qui n'ont pas le titre de séjour qui leur permettent de travailler et qui détournent l'impossibilité pour elles de pouvoir travailler à cause des obligations administratives, en considérant qu'elles sont soumises à une autorité patriarcale qui relève du fantasme et de l'entretien de la peur de l'autre. On a un travail de déconstruction à faire, chronophage, mais vital.

Les organisations syndicales se sont très peu emparées du sujet de la régularisation des sans-papiers. Les premières luttes émanent

de la CFDT, avec une lutte des couturières et couturiers dans le Sentier. Le vrai tournant à la CGT a été les grèves de sans-papiers en 2006 et 2008.

On observe aussi que les grèves de sans-papiers ne mobilisent que les premières et premiers concerné-es avec un manque de solidarité flagrant. On a une politique xénophobe et raciste sur les papiers, avec une obligation d'autorisation de travail. Dès que tu changes de travail, l'employeur doit demander une autorisation de travail dès qu'il emploie un travailleur-se étranger-e, ce qui met un frein au droit d'accès à l'emploi.

[Visionnage Lutte des camarades de Chronopost et Dpd](#), où l'état employeur ne respecte pas le droit du travail. En tant qu'OS, l'Union a accru son rôle en passant de soutien à travailler pour défendre et obtenir des droits pour les sans-papiers, avec des partenaires que sont les collectifs de sans-papiers. C'est un vecteur important pour conscientiser sur la mobilisation de nos structures.



Vidéos d'introduction :

<https://fr.euronews.com/2023/06/30/ils-sont-sortis-de-leur-armoire-a-haine-la-montee-de-lextreme-droite-sape-les-droits-des-p>
https://www.youtube.com/watch?v=E-UL66_ZHq4

acronymes :

LGBTQIA+ : lesbienne, gay, bisexuel, trans, queer, intersexe, asexuel/aromantique...

TPG : trans, PD, Gouines : utilisé pour les espaces non mixtes

Un exemple d'actualité récente :

La Cour suprême du Royaume-Uni a tranché : la définition légale d'une femme repose sur le sexe biologique, et non sur le genre.

Cette décision à l'unanimité du tribunal pourrait avoir des conséquences importantes pour les milliers de femmes transgenres au Royaume-Uni. Elles pourraient par exemple se voir refuser des services destinés aux femmes, tels que l'accès aux refuges, à des services hospitaliers et à des compétitions sportives.

On parle beaucoup des Etats-Unis mais ce phénomène peut toucher en proximité, en Europe mais aussi en France. Par exemple, en raison de son affiche, la Pride de Paris a servi de prétexte pour harceler les personnes LGBTQIA+ via les réseaux d'extrême droite.



Au lieu de dire « c'est la liberté d'expression », la droite « républicaine » a décidé d'enlever les subventions pour l'organisation de la marche à venir ce qui a mis en péril l'organisation.

Ce qui a choqué les réactionnaires dans cette affiche :

- la personne tenue par la cravate et qui a une croix celtique dans le cou (symbole fasciste) : « c'est violent, on attaque un homme blanc et en plus il y a une femme voilée »
- le totbag en soutien aux prides de la Hongrie et de la Roumanie (où les prides sont interdites), qui a été pris pour le drapeau Palestinien
- le pin's drapeau Palestinien + des symboles féministes...

=> Ce qui inquiète les camarades qui organisent la Pride à Paris, c'est les attaques physiques le jour-même car des groupes d'extrême droite ont déjà annoncé sur les réseaux sociaux qu'ils seraient présents pour attaquer les cortèges.

Des groupes homonationalistes ont également annoncé leur venue. Pour eux, l'homosexualité et la transidentité ne devraient pas exister (groupe EROS par exemple, version homo de Némésis sur les questions féministes). Ce groupe veut participer à la marche des fiertés et sera protégé par les CRS (annonce de Bruno Retailleau).

C'est un exemple de ce que fait l'ED aux organisations qui luttent pour les droits LGBTQIA+. Les menaces sont de plus en plus poussées, partout en France.

Les prides de Dijon et Tourcoing n'ont pas été autorisées par les Préfectures. En 2024, la Pride de Bordeaux a été attaquée.

Les idées d'extrême droite avancent et il y a toujours eu des personnes réfractaires aux droits LGBTQIA+, mais les attaques sont de plus en plus violentes. Il y a une augmentation sensible des agressions en raison de l'orientation sexuelle. Il est de plus en plus nécessaire de mettre en œuvre des services d'ordre et des mesures de sécurité pour l'organisation des prides.

En parallèle, il y a une volonté d'institutionnaliser les marches des fiertés, à coup de

subventions. Ce qui appauvrit les discours politiques et les contenus pour n'en faire que des instants de fête. Toutes les organisations qui voudraient mettre des contenus politiques sont mises à la marge.

D'autre part, les plannings familiaux sont également attaqués via des baisses de subventions et des attaques de locaux. Ce qui a pour conséquence que les personnes qui ont besoin de soutien ne se sentent plus en sécurité dans des lieux qui pourraient les accueillir.

L'extrême droite reproduit des normes (voir introduction ci-dessus par Lucie Lambert). Leur discours prend toujours pour cible les personnes racisées : « nous on accepte l'homosexualité contrairement aux étrangers » mais tout en voulant reproduire des normes. La transidentité expose toutes ces normes et donc les dérange.

Les personnes migrantes sont sélectionnées en fonction de leur orientation de genre, par exemple, pour les décideurs mieux vaut être bi que trans...

L'aide sera apportée aux personnes en fonction de leur identité de genre.

L'extrême droite se sert de Pinkwashing :

elle utilise la cause LGBTQIA+ pour son image mais sans faire le travail contre les discriminations au sein des entreprises.

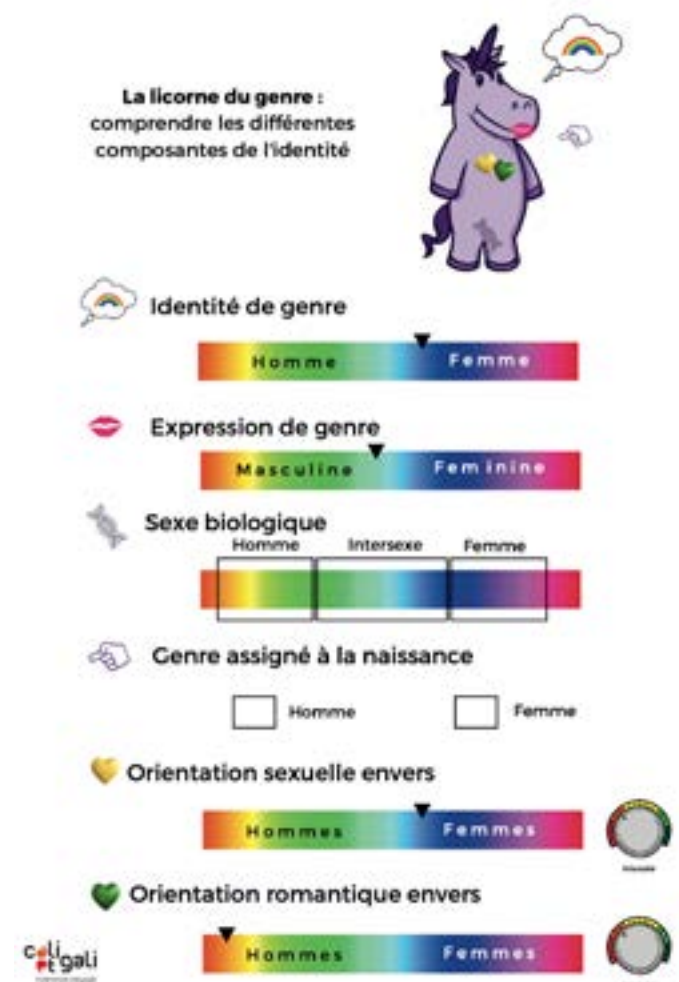
Tous ces enjeux permettent de repolitiser les marches des fiertés et de travailler sur des revendications, notamment en lien avec les autres causes.

Un des messages de la Pride est pour les personnes LGBTQIA+ et leurs alliées, « la rue nous appartient ! »

Il est important d'utiliser les mots que les personnes choisissent d'utiliser et d'entendre ce que les personnes concernées veulent exprimer par ces mots et comment elles se définissent.

La sémantique a servi à discréditer les luttes LGBTQIA+, parfois on s'est moqué de ces « lettres » sans tenir compte de leur sens.

Film « ni d'ave ni d'adam » sur les personnes Intersexes



Atelier Photolangage

- Mise en place de binôme/trinôme, chaque groupe doit choisir dans le lot une image en lien avec l'extrême droite puis :
- Décrire de manière neutre cette image, sans analyse.
- Analyser l'image.
- Expliquer pourquoi le groupe l'a choisie.

Image n° 1 : Mail de marine Le Pen



Ce communiqué fait suite à la tuerie de masse dans une boîte LGBTQIA+.

Selon la rhétorique de l'extrême droite, les personnes LGBTQIA+ seraient menacées par les étrangers : il faudrait donc mettre fin à l'immigration pour protéger les personnes LGBTQIA+.

C'est un développement de l'homonationalisme : Récupération des luttes homosexuelles pour discréditer les musulmans et les étrangers. Discours très repris dans les médias.

Image 2 : affiche engrenage de la manif pour tous



Dans leur engrenage, on voit vers où ils veulent mener : la défense du couple hétéronormé et l'utilisation des peurs des gens.

Ils entretiennent une confusion dans leurs images pour qu'on ne sache pas d'où ça vient. Et ça peut amener des gens pas politisés à s'y reconnaître.

La manif pour tous a été fondée en 2012, réunissant en majorité des associations liées au catholicisme traditionaliste. Leurs principales revendications étaient l'abrogation de la loi Taubira, l'opposition à la PMA, aux études de genre, aux ABCD de l'égalité. Mais après l'adoption de la loi, ils évoluent sur d'autres sujets que le mariage pour tous.

En 2015, ils deviennent officiellement un parti politique et en 2019 ils fondent le collectif Marchons Enfants contre la loi bioéthique élargissant l'accès à la PMA à toutes les femmes.

En 2023, la Manif pour tous devient Le syndicat de la Famille pour essayer de faire oublier son image homophobe. On peut néanmoins noter que le vice-président, Albert Dumont, est un prestataire de la campagne d'Eric Zemmour...

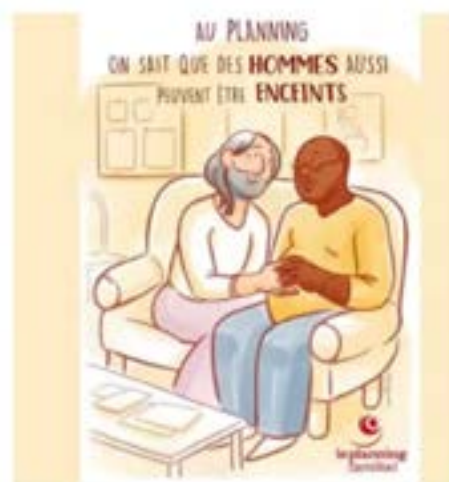
Image 3 : liberté égalité paternité



Sous couvert d'être progressiste (utilisation des codes des mouvements sociaux progressistes comme le vert des luttes écologiques), cette affiche appelle à la lutte contre la PMA

=> Vigilance à avoir dans nos organisations car les visuels et affiches reprennent nos codes et c'est possible de s'y tromper

Image 4 : Affiche du planning familial



Cette affiche a été produite pour être inclusif et inclure les personnes trans et montrer qu'elles sont accueillies dans les planning, parmi une série de communication du planning familial de 6/7 affiches. L'enjeu est aussi en termes de santé publique, où les personnes trans passent sous les radars de campagnes de prévention.

Mais le travail de l'extrême droite est de trouver des détails pour en faire des gros buzz.

Suite à cette campagne, le planning familial a perdu des subventions.

Image 5 : Mail de Julien Rochedy sur les Drag Queen



Julien Rochedy est une figure du courant Incel et du masculinisme. Il revient sur l'événement en posant des questions très orientées et très insultantes envers les drag-queens et la communauté LGBT. Ce tweet date de la veille de la journée de lutte contre les LGBTphobies.

L'argument de l'extrême droite que les personnes LGBTQIA+ vont perturber les enfants revient souvent, par exemple EVARS (éducation à la vie affective relationnelle et à la sexualité).

L'extrême droite joue sur la peur des gens, la peur de l'inconnue. On appelle ça une « panique morale ». La clé, c'est l'éducation pour ne pas juger.

C'est aussi un combat syndical car les drag-queens travaillent et essaient d'en vivre. Elles travaillent aussi dans l'éducation populaire auprès de jeunes avec du contenu adapté.

Enfin l'expression « bande de malade » participe à la déshumanisation et psychiatrisation des personnes trans, encore très forte avec, jusqu'en 2016, une obligation de stérilisation.

Il existe le Collectif enfantiste : qui lutte pour les droits des enfants et contre l'adultisme (la domination des adultes exercée sur les enfants).

Cette position leur permet d'attaquer les droits des adultes via les droits des enfants. Par exemple la loi sur les bloqueurs d'identité : ils utilisent tout ce que les personnes ne connaissent/maîtrisent pas pour attiser la haine. Cela empêche la vision des enfants de pouvoir être ce qu'ils veulent et de rester dans une « norme acceptable »

Image 6 du collectif « A nos enfants, inculquez nos racines, n'imposez pas les drag queens... »



Le collectif oriflamme, en Bretagne, est un collectif néonazi violent à Rennes

Hyper virilisme contrairement aux drag-queens qui jouent sur les codes hommes/femmes

Cette photo a été prise à la sortie de la lecture pour enfant mentionnée dans l'image 5. On se demande alors qui fait le plus peur aux enfants entre ce collectif ou les drag-queens...

Image 7 : «Decide Lo Que Importa» : Décide ce qui est important.



Wox, juin 2023

En Espagne, image du parti d'extrême droite en 2023 : met à la poubelle des drapeaux et symboles LGBT, antifa, féministe, écologie...

Image 8 : «on nait femme et on le devient»



Syndicat de la famille, 11 mars 2023

Cette image détourne le message de Simone de Beauvoir «On ne naît pas femme, on le devient» car on né avec un sexe mais on devient femme par des codes sociaux qui nous forgent.

Ici, pour l'extrême droite, on t'apprend à devenir quelque chose dès la naissance et si tu dévies, tu as droit à des sanctions sociales.

L'ED défendait auparavant la masculinité hégémonique et elle a glissé pour mettre aussi en avant ma féminité hégémonique : il faut être la bonne mère, la femme douce et soumise.

Les luttes LGBT sont antipatriarcales : Ici c'est le patriarcat qui s'affirme contre les déviations des normes

Image 9 : tweet Clermont non conforme



Attaques sur les wokistes qui est un truc nouveau de l'extrême droite : Cabale antiwoke car la défense des droits serait dangereuse.

Le nom du compte est «clermont non conforme» alors que c'est l'inverse : il défend la normalisation de la société

Lot d'images : Tweet Marion maréchal sur Sofia Gascon + tweet Obertone sur transmania + Marion maréchal lisant transmania



Marion Maréchal Le Pen, 2024

Transmania : Marguerite Stern et Dora Moutot ont commis cet ouvrage. Elles y développent la thèse que «l'idéologie transgenre s'infiltre partout», que les enfant sont menacés.

Ce sont des transfuges réactionnaires : elles défendaient initialement des valeurs féministes, et dès qu'elles ont accédé au pouvoir et aux médias, elles ont basculé côté extrême droite pour maintenir leurs privilèges et se laissent récupérer par l'extrême droite.

Ces 3 images montrent bien la rhétorique anti-trans de l'extrême droite (psychiatisation, utilisation de l'argent public pour les transition...) et la place que doivent avoir les femmes dans la société : la place de mère.

Image 11 : Civitas



Civitas, collectif qui a été dissous, groupe royaliste qui présente une banderole HOMOFOLIE CA SUFFIT! Les groupes violents et les manifestations se généralisent et se banalisent de plus en plus dans l'espace

public.

Image 12 : La une de Franc tireur



Franc Tireur est un magazine créé par Caroline Fourest, Raphaël Enthoven et consort (personnalités dites de gauche mais qui ne le sont pas dans les faits).

Franc Tireur est un journal hyper réac (gauche catho) complotiste mais qui fait des articles contre le RN.

Le symbole du papillon a deux sens :

C'est un symbole de transformation, alors qu'il s'agit d'une transition pour les personnes trans

C'est une référence à une théorie du pizzagate diffusée aux Etats-Unis pendant la candidature d'Hillary Clinton selon laquelle les démocrates seraient à la tête d'un réseau pédocriminel. Leur base serait une pizzeria qui a pour logo 2 raquettes de ping pong avec un code secret dans les menus.

L'Education à la vie affective, relationnelle et à la sexualité

L'EVARS propose une autre lecture éducative, en sortant de la binarité.

La transition, du point de vue des enfants, est surtout un besoin de transition sociale. Les enfants trans demandent à ne pas avoir les marqueurs importants de l'autre genre.

Que peut-on faire syndicalement ?

Exemple de Paris où il y aura un char intersyndical pendant la Pride. C'est important d'afficher cette défense de la marche des fiertés, et ainsi de montrer que les syndicats accompagnent les personnes LGBTQIA+.

La marche des campagnes, organisée près de Châtelleraut est l'exemple typique d'un événement où il faut être présent, pour ne pas laisser cette lutte se faire instrumentaliser par les droitards et les grandes entreprises (dont Thalès), qui y voient une belle occasion de Pinkwashing.

On peut rendre inclusif l'accueil et les revendications. Prendre garde à nos expressions, notamment en utilisant l'écriture inclusive. On peut parler en neutre, par exemple.

La position d'allié-es pour les Prides peut être d'assurer la sécurisation des cortèges.

Il faut aussi faciliter la présence des personnes non cis et non hétéro.

On peut mesurer la qualité de l'environnement de travail pour les personnes LGBTQIA+, par le biais d'enquêtes, d'affichage... et soutenir les collègues concerné-es.

On peut également soutenir les organisations communautaires en mutualisant avec elles nos moyens syndicaux.

Une victoire pour finir :

Une loi devait passer sur les thérapies de conversion au niveau de l'UE. En moins d'un mois un million de signatures ont été recueillies par pétition et cela a bloqué la possible discussion au Parlement Européen.

EXTRÊME DROITE ET INTERNATIONAL

Quelles attentes de la discussion de l'atelier, quelles motivations à y participer ?

- ◆ L'inquiétude, voire la peur de la montée de l'extrême droite et de ses grands raouts internationaux, pouvant mener à la guerre.
- ◆ L'intérêt et l'envie de mieux connaître ces liens et réseaux internationaux de l'extrême droite pour apprendre à lutter contre et pouvoir développer ce combat au local.
- ◆ Mieux connaître les cursus de formation proposés par le Cefi et les communications de la commission internationale pour les faire vivre.

Le texte issu des Utopiques de l'été 2025 porte sur la crise du capitalisme et la montée des extrêmes droites. La classe dominante se durcit, durcit sa politique pour faire accepter les restrictions afin de garder ses profits. Le phénomène n'est pas nouveau. Il faut apprendre du passé pour dédramatiser.

Arpentage de l'article Des extrêmes droites très internationales (p. 140)

L'extrême droite se place en solution des problèmes des peuples par tous les moyens. Le phénomène rappelle la montée du fascisme, avec une grosse différence, la première puissance mondiale en fait partie aujourd'hui.

Les réseaux de l'extrême droite sont coordonnés à l'international. Il y a des rencontres et un agenda commun. L'extrême droite a des députés européens depuis les années 80.

Internet et les réseaux sociaux facilitent leur propagande. Des fondations ou associations propagent leurs idées. Il y a bien une volonté de domination mondiale. Ce mouvement vient

du fondamentalisme chrétien. Saura-t-on s'organiser pour résister ?

Historiquement, les réseaux fascistes se fondent après et à l'exemple de l'internationale communiste, pour lutter contre. Les exemples se trouvent surtout en Amérique du Sud.

On assiste à une alliance entre le libéralisme et le fascisme avec des stratégies et de vrais plans mis en place pour imposer leurs idées, et réprimer les forces émancipatrices, y compris par la force armée. Revivons-nous cela aujourd'hui ?

Au delà de l'article, oui, il y a bien une offensive idéologique pour imposer les idées d'extrême droite et une vraie répression contre les forces d'émancipation. On vit à nouveau l'alliance du capitalisme et du fascisme avec, en plus aujourd'hui, des forces médiatiques démultipliées. Pour les camarades du syndicat argentin du métro, Milei n'est pas le candidat des classes dominantes, mais elles misent sur lui, car il va casser le mouvement social argentin.

Un exercice sur le texte *Manifeste des patriotes pour l'Europe* permet de mieux comprendre les mots de l'extrême droite et leur utilisation.

Notons d'abord qu'il y a une véritable réappropriation des arguments. L'attention doit être permanente, car sorties de leur contexte, certaines phrases ou propositions peuvent ne pas nous choquer.

Les allers-retours entre nation, peuple, citoyen-nes sont incohérents. On fait appel à ces notions sans bien sûr y inclure l'émancipation des peuples.

Sur les définitions de patriotes et nationalistes, il faut faire attention au sens historique et savoir d'où l'on parle : ce

n'est pas la même chose d'être un patriote d'extrême droite européen et un patriote d'un peuple colonisé, en lutte.

Et nous devons relever une antinomie entre la défense de l'Europe bunker et la défense des/de la nation.

Cette force politique se présente comme nouvelle, elle n'est pas dans l'échiquier commun. Mais il est difficile pour eux d'articuler les différentes traditions politiques. Il est intéressant de la connaître pour les combattre.

On fait appel à l'émotion pour convaincre. Les figures de l'extrême droite jouent sur l'amour de la famille, les enfants, et se donnent un vernis de gentillesse et de respectabilité.

Quant à l'utilisation du terme judéo-chrétien, il décharge l'héritage antisémite de la chrétienté européenne.

Nous devons reconstruire un imaginaire de notre camp social, qui fasse envie et entraîne dans la lutte. Solidaires doit y prendre sa part. Différents outils existent.

- Le RSISL (réseau syndical international de solidarités et de luttes), construit depuis 2013, réunit des OS des cinq continents, des syndicats de lutte et de transformation sociale, parmi lesquels la CGT espagnole, la CUB (Italie), la CSP con luttas (Brésil) et l'US Solidaires. Les prochaines rencontres sont organisées en Italie par la CUB. Du 13 au 16 novembre 2025.

- Le GLI (global labor institute), c'est aussi un réseau syndical international. En France, on y retrouve Solidaires, la CGT, la FSU, la CFE-CGC, des syndicats anglais, russes, états-unis. Les prochaines rencontres se déroulent en France (près de Paris) en décembre et il y aura

une formation de lutte contre l'extrême droite. On vit les mêmes choses, on peut/doit partager et s'entraider.

- Nous étions parties prenantes des premiers forums sociaux, mais ils sont en perte de vitesse aujourd'hui.

- Nous participons à des campagnes communes, dont Désarmons Bolloré, en lien avec notre internationalisme (Françafrique).

- Nous travaillons également en soutien du peuple palestinien (dont la participation au Forum Intersyndical « Palestine » avec des syndicats de postiers palestiniens) ou sur les luttes anticoloniales (Kanaky). Du matériel et des formations existent pour les Solidaires locaux, mais les commissions ont besoin de leur retour également.

Lors de la formation internationale de Solidaires, une étudiante ukrainienne a témoigné : notre premier ennemi est Poutine, mais notre deuxième ennemi est l'état ukrainien qui bafoue nos droits.

L'internationalisme n'est pas de l'humanitaire, mais de la solidarité de classe.